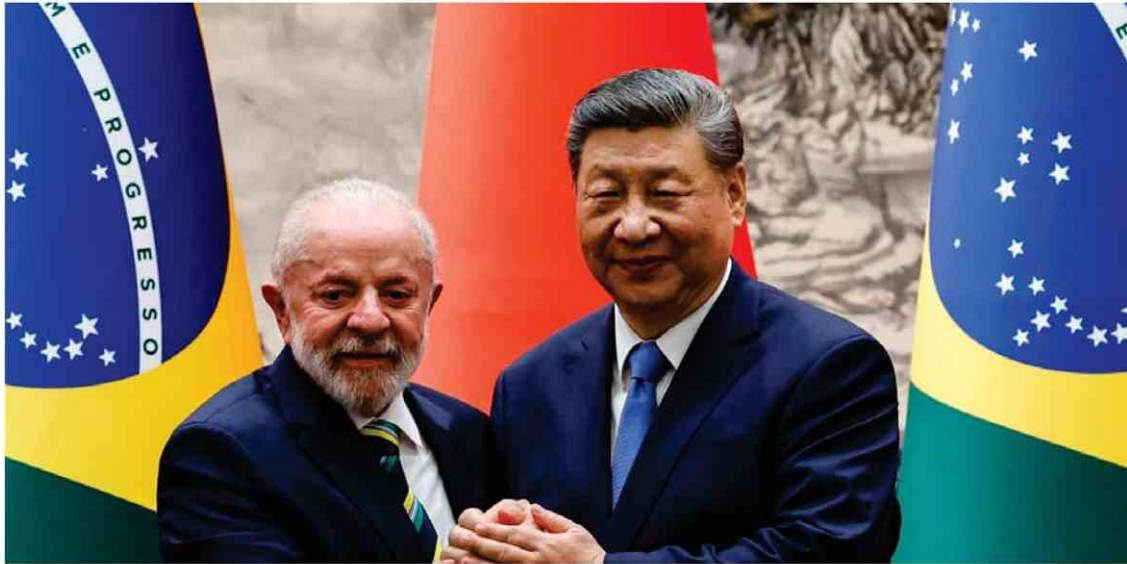


Droits de douane : les pays émergents face à la guerre commerciale



Le président chinois, Xi Jinping, rencontre le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, à Pékin (photo d'illustration). (Crédits : Reuters)

Margot Ruault

Les pays émergents sont touchés négativement par les surtaxes américaines. Mais certains pourraient tirer leur épingle du jeu.

La guerre commerciale lancée par Donald Trump n'épargne personne. En particulier les pays émergents. « La hausse des droits de douane appliqués par les États-Unis et l'incertitude sur leur politique commerciale affectent l'ensemble de ces marchés », indique BNP Paribas dans une note parue ce lundi.

Depuis son arrivée à la Maison-Blanche, le président américain a imposé des droits de douane plancher de 10 % à quasi tous ses partenaires commerciaux. Mais certains pays émergents sont plus concernés que d'autres, à commencer par la Chine. Après avoir augmenté les surtaxes jusqu'à 145 %, Washington s'est entendu avec Pékin pour les ramener à 30 %.

En Europe, certains pays considérés comme émergents sont aussi touchés par la surtaxe de 25 % sur l'automobile. C'est le cas surtout de la Slovaquie. A contrario, certains s'en sortent mieux, à l'image des pays d'Amérique latine, dépendant des matières premières à l'export, précise la note de BNP.

Des économies au ralenti

Côté croissance, les projections sont ternies par la guerre commerciale. D'après les dernières prévisions de la Banque mondiale, les perspectives de croissance des pays émergents et en développement atteignent 3,8 % pour 2025, soit une révision abaissée de 0,3 % par rapport à la précédente estimation. « Le choc tarifaire pèsera sur la croissance économique des marchés émergents à court terme via le ralentissement de la demande américaine et mondiale », ajoute BNP Paribas.

Avec le ralentissement du commerce mondial, ce sont les pays les plus dépendants du marché américain et les plus ouverts



qui seront les plus affectés, c'est-à-dire le Mexique et les pays asiatiques, précise la note. À titre d'exemple, pour 2025, la Banque mondiale parie sur une croissance mexicaine de 0,2 %. Un net ralentissement par rapport aux années précédentes : 1,5 % en 2024 et 3,3 % en 2023.

La crainte du déferlement chinois

Une des conséquences du protectionnisme américain est aussi la réorientation des exportations chinoises vers d'autres marchés. Les Chinois peuvent « **faire transiter les biens via des pays tiers pour contourner les tarifs américains** » ou « **trouver de nouveaux débouchés** » en se tournant vers d'autres marchés, pointe la note. Une stratégie qui va accroître la concurrence entre la Chine et les pays émergents sur leur propre marché, mais aussi à l'exportation.

Néanmoins, cette stratégie pourrait rencontrer des obstacles, notamment protectionnistes de la part des autres pays. Pour rappel, la Commission européenne a lancé début avril un mécanisme de surveillance des importations étrangères, visant de ce fait les importations chinoises. L'objectif est de pouvoir répondre rapidement à une augmentation en volume des produits entrants dans le territoire de l'Union. « **Pékin devra éviter des réactions protectionnistes, à un moment où elle cherche au contraire à renforcer ses liens en dehors des États-Unis** », ajoute dans ce contexte BNP Paribas.

Par ailleurs, le renforcement de la politique protectionniste américaine va entraver la possibilité de transiter par d'autres marchés pour contourner les droits de douane. Une stratégie

utilisée jusqu'ici lors des précédents virages protectionnistes américains à l'égard de la Chine. Cette dernière avait ainsi investi dans des pays comme le Mexique. Une manne financière qui va désormais s'évaporer pour ces pays émergents. « **Les pressions américaines devraient donc freiner, au moins à court terme, les projets d'investissement directs étrangers [IDE] dans les pays connecteurs - en particulier au Mexique** », est-il précisé.

L'Amérique latine grande gagnante ?

Les investisseurs pourraient dorénavant se tourner vers d'autres pays émergents qui ont des avantages concurrentiels indéniables avec leur main-d'œuvre ou leur fiscalité. BNP Paribas cite notamment le Vietnam, la Thaïlande, l'Inde ou encore la Malaisie.

Mais c'est surtout l'Amérique latine la mieux placée pour attirer les investisseurs chinois, estime BNP Paribas, la région étant moins touchée par les droits de douane américains (excepté le Mexique). « **L'Argentine, le Pérou, la Bolivie et le Chili ont, par exemple, de larges ressources minières** », indique la banque. D'autres pays, notamment le Brésil, pourraient exporter davantage leurs produits agricoles en Chine.

Pékin est déjà devenu le premier partenaire commercial de presque tous les pays d'Amérique latine et continue de multiplier ses investissements comme ses prêts dans la région. Au total, les investissements chinois à destination des pays membres des « nouvelles routes de la soie » ont représenté plus de **20 milliards de dollars** en 2022. ■

